

Conseil de gouvernement

jeudi 21 mars 2013

Le conseil de gouvernement, présidé par M. Abdelilah Benkirane, a adopté, jeudi à Rabat, deux projets de décret concernant le versement d'allocations aux prédicateurs exerçant dans les différentes régions du Royaume et à l'étranger ainsi que les conditions et modalités d'étiquetage des produits alimentaires. Le conseil a également adopté des propositions de nomination à de hautes fonctions.

Le conseil de gouvernement adopte un projet de décret relatif au versement d'allocations aux prédicateurs exerçant au Royaume et à l'étranger

Le conseil de gouvernement, présidé par M. Abdelilah Benkirane, a adopté, jeudi à Rabat, un projet de décret modifiant et complétant le décret du 2 décembre 1986, relatif au versement d'allocations aux prédicateurs exerçant dans les différentes régions du Royaume et à l'étranger, tel que présenté par le Secrétaire général du gouvernement, au nom du ministre des habous et des affaires islamiques.

"Dans le cadre de l'action du gouvernement visant à soutenir les efforts tendant à améliorer l'encadrement religieux de la communauté marocaine établie à l'étranger, le projet a pour objectif de faire prévaloir l'équité à l'endroit des prédicateurs devant se rendre à l'étranger durant le mois de Ramadan et de les inciter à accomplir leur mission et à leur permettre d'assumer les frais de séjour dans ces pays, dans le cadre de la valorisation de leur statut, de par le rôle agissant qu'ils jouent dans le domaine de l'éducation, l'encadrement et l'orientation religieuse", indique un communiqué de la présidence du gouvernement.

Le conseil de gouvernement adopte un projet de décret relatif aux conditions et modalités d'étiquetage des produits alimentaires

Le Conseil de gouvernement a adopté, jeudi, le projet de décret n 2-12-389 relatif aux conditions et modalités d'étiquetage des produits alimentaires.

Ce projet de décret, présenté par le ministre de l'artisanat à la place du ministre de l'agriculture et de la pêche maritime, détermine les prescriptions et exigences générales d'étiquetage des produits alimentaires, notamment la dénomination du produit, les composantes et la date limite de consommation, permettant de garantir l'information due au consommateur sur lesdits produits, indique un communiqué de la présidence du gouvernement.

Il identifie également les composantes, les caractéristiques, les dessins, les logos et les ingrédients ou auxiliaires technologiques susceptibles de provoquer une allergie ou une intolérance.

Ce projet de décret s'applique aux produits primaires et aux produits alimentaires, appelés "produits", importés ou mis sur le marché national, y compris ceux distribués à titre gratuit et ceux livrés ou servis dans la restauration collective ainsi qu'à tout importateur et tout producteur ou exploitant d'un établissement ou d'une entreprise du secteur alimentaire.

Compte tenu des difficultés technologiques et commerciales qui pourraient impacter l'approvisionnement régulier du marché national de certains produits alimentaires, ce projet offre des facilités pour les professionnels en introduisant la possibilité de conformité d'étiquetage, y compris en langue arabe, selon le communiqué.

Ce projet de décret vient en application à la loi n 28-07 relative à la sécurité sanitaire des produits alimentaires promulguée par le dahir n 1-10-08 du 11 février 2010 et la loi n 13-83 relative à la répression de fraudes sur les marchandises promulguée par Dahir n 1-83-108 du 5 octobre 1984.

Adoption d'un projet de loi sur le Traité de Beijing sur les interprétations et exécutions audiovisuelles

Le Conseil de gouvernement a approuvé, jeudi, un projet de loi sur le Traité de Beijing sur les interprétations et exécutions audiovisuelles, adopté par les Etats membres de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), lors de la conférence diplomatique du 20 au 26 juin 2012.

Cette convention, qui complète le Traité de l'OMPI sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes (WPPT), fait à Genève le 20 décembre 1996, vise à développer et à assurer la protection des droits des artistes interprètes ou exécutants sur leurs interprétations ou exécutions audiovisuelles d'une manière aussi efficace et uniforme que possible, indique un communiqué publié au terme de cette réunion, dont lecture a été donnée par le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha Khalfi.

Aux termes de ce Traité, dont le projet de loi a été présenté par M. Khalfi au nom du ministre des Affaires étrangères et de la coopération, les artistes interprètes ou exécutants jouissent du droit exclusif d'autoriser, en ce qui concerne leurs interprétations ou exécutions en termes de la radiodiffusion et de communication au public de leurs interprétations ou exécutions non fixées, sauf lorsque l'interprétation ou exécution est déjà une interprétation ou exécution radiodiffusée

S'agissant du droit de reproduction, le Traité stipule que les artistes interprètes ou exécutants jouissent du droit exclusif d'autoriser la reproduction directe ou indirecte de leurs interprétations ou exécutions fixées sur fixations audiovisuelles, de quelque manière et sous quelque forme que ce soit.

Le Conseil de gouvernement adopte des propositions de nomination à de hautes fonctions

Le Conseil de gouvernement a adopté un nombre de propositions de nomination à de hautes fonctions, conformément aux dispositions de l'article 92 de la Constitution.

En voici la liste:

- M. Azzeddine Azzam, directeur de l'École nationale des sciences appliquées (ENSA) d'El Jadida
- M. Hassan Ezzaher, doyen de la Faculté Chariâ-Fès (Université Al Qarouiyine)
- M. Mohamed El Azhari, doyen de la Faculté de langue arabe de Marrakech (Université Al Qarouiyine)
- M. Khalid El Gomari, directeur des aménagements hydrauliques au ministère de l'Énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement
- M. Khalid Zerhouni, directeur de la planification de l'eau au ministère de l'Énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement
- M. Yassine Farhat, directeur de l'Office du développement de la coopération relevant du ministère des Affaires générales et de la gouvernance
- M. Abdelmounaim Madani, directeur de l'Entraide nationale relevant du ministère de la Solidarité, de la femme, de la famille et du développement social
- M. Redouan Lahcen, directeur de l'École nationale d'architecture relevant du ministère de l'Habitat, de l'urbanisme et la politique de la ville
- Mme Ljiyda Labbik, directrice de l'Académie régionale d'éducation et de formation d'Oued Eddahab-Lagouira.
- M. Mohamed Mokhtar Ellaili, directeur de l'Académie régionale d'éducation et de formation de Laâyoune-Boujdour-Sakia El Hamra
- M. Abdellah Bouarfa, directeur de l'Académie régionale d'éducation et de formation de Guelmim-Smara
- M. Mohamed Addib, directeur de l'Académie régionale d'éducation et de formation de l'Oriental
- M. Abdelmoumen Taleb, directeur de l'Académie régionale d'éducation et de formation de Tadla-Azilal.
- M. Mohamed Jay Mansouri, directeur de l'Académie régionale d'éducation et de formation de Meknès-Tafilalet
- M. Mohamed Dali, directeur de l'Académie régionale d'éducation et de formation de Fès-Boulemane
- M. Mohamed Aouaj, directeur de l'Académie régionale d'éducation et de formation de Taza-El Hoceima-Taounate
- M. Mohamed Aderdour, directeur de l'Académie régionale d'éducation et de formation de Rabat-Salé-Zemmour-Zaers
- M. Mohamed Laaouina, directeur de l'Académie régionale d'éducation et de formation de Chaouia-Ouadigha
- M. Aziz Nahya, directeur de l'Académie régionale d'éducation et de formation du Gharb-Chrarda-Bni Hssen
- M. Ahmed Ben Ezzi, directeur de l'Académie régionale d'éducation et de formation de Marrakech-Tansift-El Haouz
- M. Mohamed Abou Damir, directeur de l'Académie régionale d'éducation et de formation de Doukkala-Abda
- Mme Khadija Benchouikh, directrice de l'Académie régionale d'éducation et de formation du Grand Casablanca (reconduite)
- M. Abdelouahab Benajiba, directeur de l'Académie régionale d'éducation et de formation de Tanger-Tétouan (reconduit)
- M. Ali Berrad, directeur de l'Académie régionale d'éducation et de formation de Souss-Massa-Deraa (reconduit).